

LE 7 SEPTEMBRE 1993

7 septembre 1993

Volume 20, no. 1

Recherche et études féministes

Du GIERF à l'IREF: une évolution constante



L'UQAM
SUPPLÉMENT

2 L'Institut de recherches
et d'études féministes

4 La recherche

6 La formation

8 Le protocole
UQAM / Relais-femmes

Le GIERF et l'IREF: 17 ans d'histoire

Le Groupe interdisciplinaire d'enseignement et de recherche féministes (GIERF) est né en 1976, de la volonté d'une quinzaine d'enseignantes, oeuvrant dans divers champs disciplinaires et rattachées à plusieurs départements, d'offrir des enseignements, de promouvoir la recherche et de développer des rapports avec des groupes de femmes. Au cours de ses treize années d'existence, il a réussi à constituer l'un des plus vastes champs de recherches et d'études interdisciplinaires sur la situation des femmes et les rapports de sexe, à offrir une diversité de services aux collectivités et à se tailler une place reconnue dans la vie universitaire et auprès des groupes de femmes.

Le protocole UQAM/Relais-femmes a permis d'officialiser, en 1982, les services qui étaient offerts à plusieurs groupes de femmes depuis 1976. La création, en 1987, du centre de recherche féministe a favorisé le regroupement de chercheuses travaillant dans une perspective féministe autour de problématiques concernant les femmes et les rapports sociaux de sexe. En 1989, pour la première fois de son histoire, le Congrès de l'ACFAS comprenait une section "études féministes". Des membres du GIERF avaient convaincu l'association de la nécessité et de l'intérêt de reconnaître ce champ d'études.

L'ouverture, en 1990, d'une concentration en études féministes assure aux étudiants admis dans différents programmes de premier cycle, l'opportunité d'acquérir une formation de base qui ouvre sur une spécialisation éventuelle en ce domaine. En décembre 1990, c'est la création de l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF). Cette nouvelle structure officialise le champ d'études. L'IREF reprend le mandat du GIERF et poursuit son développement. Au printemps 1993, le centre d'étude des interactions biologiques entre la santé et l'environnement (CINBIOSE), qui collabore depuis toujours avec l'IREF, fait une demande d'affiliation. Et cet automne, une concentration de deuxième cycle en études féministes voit le jour.



Mme Anita Caron, une des trois mères du GIERF, directrice de l'IREF jusqu'au 1er juin dernier et professeure émérite.

Analyse de la situation des femmes

"Les femmes ne sont ni une «question», ni un «problème»"

- Anita Caron

"L'analyse de la situation des femmes passe nécessairement par celle de la dynamique des rapports sociaux, qu'il s'agisse des rapports hommes-femmes, femmes-femmes, femmes-enfants, ou encore femmes-mouvements de femmes pour ne citer que quelques exemples." Tel est l'avis exprimé par la directrice sortante de l'IREF, Mme Anita Caron. "D'ailleurs, insiste-t-elle, les femmes ne sont ni une «question», ni un «problème». C'est donc davantage la problématique des rapports sociaux de sexe qui méritent d'être examinée."

Mme Caron rappelle l'évolution du GIERF au cours des années. Au début, on s'intéressait à la condition des femmes, ensuite aux femmes elles-mêmes et maintenant, aux femmes, au fémi-

nisme et aux rapports de sexe. "C'est devenu une approche scientifique, pas un mouvement politique", précise-t-elle.

Objectifs de l'IREF

L'Institut de recherches et d'études féministes (IREF) a pour objectif général de favoriser le développement de la formation et de la recherche féministe dans une perspective interdisciplinaire. Il poursuit aussi des objectifs académiques et institutionnels. Il s'agit donc d'un "lieu privilégié de coordination, de stimulation, de diffusion, de développement d'enseignements et de recherches dans le champ interdisciplinaire de recherches et d'études sur les femmes, le féminisme et les rapports de sexe".

Membership

L'IREF regroupe plusieurs catégories de membres: 34 professeures, six chargées de cours, huit professionnelles, 25 étudiantes, 42 membres associées, 42 affiliées et deux membres du milieu socio-économique, dont la présidente du Conseil du statut de la femme.

N.D.L.R. Le contenu de ce supplément est basé sur des renseignements disponibles au 10 juin 1993.

Le GIERF et l'IREF: 17 ans d'histoire

L'Institut de recherches et d'études féministes: un apport à la vie universitaire montréalaise

Le Conseil d'administration a créé, le 18 décembre 1990, l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF). Une formule novatrice, qui selon la directrice sortante de l'IREF et professeure émérite, Mme Anita Caron, devait apporter un renouveau au plan de l'enseignement et de la recherche. "La création d'un tel institut, dit-elle, était une innovation dans la vie universitaire francophone de Montréal. Cette forme particulière d'organisation avait pour but d'assurer le regroupement fonctionnel des principales ressources humaines actives dans le champ des études féministes à l'UQAM." L'IREF remplaçait le Groupe interdisciplinaire d'enseignement et de recherche féministes (GIERF) et la nouvelle structure venait officialiser ce champ d'études et lui assurer un financement plus régulier.

Rappel historique

Mme Caron relate les débuts. En 1976, la famille des sciences humaines souhaitait l'élaboration d'un programme d'études sur les femmes dans le but de préparer les intervenantes qui travaillent dans les groupes de femmes. "La vice-doyenne de l'époque, Mme Claire McNichol, avait demandé notre avis sur la question. (Nadia Fahmy-Eid, Marie Lavigne et moi-même). Dès le départ, nous avons refusé la mise en place d'un programme de certificat qui, selon nous, contribuerait à ghettoïser la condition des femmes. Nous étions toutefois convaincues de la nécessité de développer les études féministes dans une perspective interdisciplinaire." C'est à ce moment que celles que l'on a surnommé les trois mères du GIERF (Anita Caron, Nicole Laurin-Frenette et Nadia Fahmy-Eid) ont entrepris une vaste opération de consultation. Des rencontres ont eu lieu avec des femmes de l'Université, mais aussi avec celles des groupes extérieurs. On souhaitait préparer un projet qui répondrait aux besoins des groupes et qui engloberait la coordination de la recherche et la diffusion des enseignements. C'est à la suite de toute cette réflexion que le GIERF a vu le jour.

Le GIERF: un simple groupe de travail

"Toutefois, rappelle Mme Caron, le GIERF était un "groupe de travail" dont le mandat était renouvelé d'une année à l'autre. Au début, notre plus grosse difficulté concernait l'infrastructure. Nous n'avions pas de secrétariat. On se promenait d'un département à un autre. On a même été rattaché au vice-rectorat à l'enseignement et à la recherche et aux services aux étudiants, avant

d'être finalement relié à la famille des sciences humaines." L'expansion qu'a connu le GIERF au cours des années 80 a fait naître une nouvelle réflexion dans l'espoir de trouver une forme d'organisation qui offrirait une meilleure infrastructure. C'était justement le moment où, à l'UQAM, on s'interrogeait sur les formes particulières d'organisation. La formule de l'Institut a donc émergé.

Jacqueline Lamothe, directrice de l'IREF

En juin dernier, Mme Caron a laissé la direction de l'IREF entre les mains de Mme Jacqueline Lamothe. Une pionnière, elle aussi, puisqu'elle a été la première coordonnatrice du GIERF, en 1979. "Je suis très heureuse de revenir au bercail", dit-elle. Côté formation, elle entend bien faire la promotion de la nouvelle concentration de deuxième cycle en études féministes et attirer une plus grande clientèle au premier cycle. Elle souhaite aussi la création d'un deuxième cours sur la problématique "femmes et langage". Par ailleurs, elle entend étendre le réseau de chercheuses et repérer toutes les femmes qui font de la recherche féministe et qui ne connaissent peut-être pas l'IREF. De plus, l'Institut participera activement au prochain congrès de l'ACFAS, qui aura lieu à l'UQAM, au printemps 1994. Les échanges, sur le plan local, national et international figurent également au nombre de ses préoccupations.

"Mais, mon moteur, dit-elle, touche le volet *Femmes et développement*. Spécialement la question de la multiethnicité, la façon de développer des liens avec des femmes souvent isolées, par l'intégrisme musulman, par exemple. D'autre part, nous accueillons des étudiantes étrangères avec des valeurs qui leur sont propres. Qu'on ne vienne surtout pas me traiter de raciste, laissez-elle tomber, mais il ne faut pas négliger l'influence que cela pourrait avoir sur nos filles."

L'accès à l'égalité, le harcèlement sexuel, la féminisation des textes, sont toutes des questions qui lui tiennent à cœur. "Je suis une militante de la première époque, conclut-elle en souriant. J'ai besoin d'une cause, ce qui me stimule, c'est le militantisme."



Mme Jacqueline Lamothe, directrice de l'IREF depuis le 1er juin 1993.

La recherche féministe: militante et scientifique

La recherche féministe ne se limite pas à une problématique ou à un secteur de recherche parmi d'autres. Elle traverse l'ensemble des disciplines et interroge les conditions mêmes de production et de reproduction de la société et de ses savoirs. Cette recherche, aux perspectives théoriques et méthodologiques multiples, vise la production d'un savoir où le genre et les rapports de sexe ne seraient plus tronqués ni du langage, ni de l'analyse. Cependant, il ne s'agit aucunement d'un simple ajout du féminin aux théories déjà existantes, mais bien de la mise en lumière du genre et des rapports de sexe présents au coeur même des représentations et de la conceptualisation. Selon la coordonnatrice de la recherche à l'IREF et directrice du centre de recherche féministe, Évelyne Tardy, la recherche féministe n'est pas moins scientifique parce qu'elle est militante. "Le militantisme est loin d'être un handicap pour les chercheuses. Ces dernières, dit-elle, doivent être liées aux problèmes concrets."



Mme Évelyne Tardy, directrice du centre de recherche féministe et coordonnatrice de la recherche à l'IREF.

Le centre de recherche féministe: un lieu de réflexion et de débats

Reconnu depuis le mois de juin 1987, le centre de recherche féministe (CRF) ne voit pas la pertinence de modifier son statut de regroupement de chercheuses pour celui de laboratoire. "L'important, estime la directrice Évelyne Tardy, c'est que le centre continue d'accueillir différentes équipes travaillant autour de ses trois axes de recherche, qu'il fournisse les services d'aide à la gestion et à la formulation des demandes de subventions, mais également qu'il organise des séminaires de réflexion et d'analyse en recherche féministe."

Après quelques années de fonctionnement, les regroupements de chercheurs peuvent accéder au statut de laboratoire. Selon Mme Tardy, le CRF doit plutôt demeurer un lieu où il est possible de questionner l'approche féministe, quelque soit la recherche que l'on mène. "Par exemple, dit-elle, la question du pouvoir n'est pas posée de la même façon en sociologie et en science politique. En se transformant en laboratoire, le CRF risquerait de se refermer sur une thématique pointue. C'est précisément la chose à éviter. Nous devons conserver un lieu où, indépendamment des thèmes à l'étude, il sera toujours possible de s'interroger sur les méthodologies utilisées dans le cadre de nos travaux, de débattre des théories susceptibles de nous satisfaire et d'explorer de nouvelles avenues. Un lieu qui ne valorise pas la compétition, mais qui favorise la collaboration. Or, en obtenant le statut de laboratoire, on ne pourrait plus se permettre de tels débats."

Trois axes de recherches

Le centre regroupe les chercheuses autour de trois axes: production / reproduction, femmes et pouvoir, théories, épistémologie et pratiques féministes. Au cours des prochaines années, il entend favoriser le maintien et la croissance du nombre de recherches subventionnées et encourager les échanges et la concertation sur ses axes de développement. Plus particulièrement, il prévoit intensifier le soutien matériel et intellectuel qu'il accorde à ses membres tant dans l'élaboration et la préparation de leurs demandes auprès des organismes subventionnaires que dans la poursuite de leurs projets; mettre l'accent sur le questionnement épistémologique dans le cadre de ses axes de recherche et élargir son membership à des chercheuses qui se préoccupent de problèmes théoriques et méthodologiques afin de faire du CRF un lieu reconnu pour sa réflexion dans ces domaines. Il souhaite collaborer davantage avec des chercheurs du CIRADE, du CINBIOSE et du LAREHS, et participer au développement des *Cahiers Réseau* en études féministes préparés en collaboration avec l'IREF et des professeures de différentes constituantes de l'Université du Québec.

La programmation scientifique

Le centre compte sur la présence d'au moins six équipes de recherche bien structurées. Parmi les travaux en cours, notons ceux de Micheline de Sève, financés par le CRSH et qui ont trait à la *Conscience civique et éthique du pouvoir dans la Pologne et la République tchèque d'après 1989*. Ceux de Christine Corbeil et de Francine Descaries portent sur *Travail et famille: une difficile articulation pour les mères en emploi*. Ils sont subventionnés par le FCAR. Louise Vandellac et son équipe sont subventionnées par le CRSH. Elles examinent la teneur de la réflexion éthique véhiculée dans la couverture médiatique des technologies de procréation. Il s'agit d'une analyse comparée de la presse française et québécoise entre 1982 et 1993. Financés par le CRSH, Nancy Guberman, Pierre Maheu et Chantal Maillé tentent de voir comment les politiques et les pratiques de maintien à domicile agissent sur le travail salarié des femmes qui ont la charge d'une personne dépendante dans leur famille.

La recherche féministe: militante et scientifique



La directrice du CINBIOSE, Mme Karen Messing.

Cinbiose

L'impact du travail sur la santé des femmes

Depuis le printemps dernier, le centre d'étude des interactions biologiques entre la santé et l'environnement (CINBIOSE) est affilié à l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF). "Cette affiliation, affirme la directrice Karen Messing, vient officialiser une collaboration de longue date." Le CINBIOSE ne se préoccupe pas uniquement de la santé des femmes, mais c'est l'un des seuls groupes de recherche en Amérique du Nord à faire de la santé des travailleuses une priorité.

Par son programme de recherche, le CINBIOSE veut améliorer la santé et le bien-être des femmes en démontrant la nécessité de considérer davantage leur situation de travailleuses. Selon Mme Messing, on néglige encore trop souvent le travail quand on examine la santé des femmes. Par exemple, malgré le fait que, selon l'enquête Santé-Québec, les problèmes musculosquelettiques constituent le problème de santé le plus communément rapporté par les femmes, le réseau de la santé n'a pas souvent relié ce fait aux caractéristiques du travail professionnel et domestique. On attribue les problèmes de santé des travailleuses à leur biologie, à l'exagération ou à leurs responsabilités familiales, sans examiner l'apport du travail.

Les chercheuses du CINBIOSE s'affairent donc à décrire adéquatement le travail des femmes et ses effets, à identifier les représentations inexactes du travail des femmes dans les instances décisionnelles en santé et en sécurité du travail et à changer ces représentations dans les politiques et les pratiques gouvernementales, mais aussi chez les travailleuses elles-mêmes. Ces recherches, de type recherche-action, produisent des résultats qui sont constamment validés par les premières intéressées, les travailleuses.

Rendre visible la charge de travail

Le travail des femmes demeure souvent invisible. "Il est invisible, soutient Mme Messing, quand il se fait au foyer (travail au noir ou domestique), quand il est présenté comme une activité secondaire subordonnée au travail "réel" des autres (nettoyage) ou quand sa nature amène l'observateur à dire "y a rien là." Souvent, pour toutes ces raisons, il est invisible pour la travailleuse elle-même. Or, cette invisibilité a des conséquences graves pour la santé: les aspects pénibles du travail des femmes sont souvent exclus des programmes et des politiques de santé au travail et de santé des femmes; la sous-estimation de la charge et des contraintes liées au travail des femmes nuit à l'identification des risques et rend difficile la négociation de conditions de travail protectrices de la santé. Finalement, la non-reconnaissance sociale de certaines composantes du travail peut constituer un risque pour la santé mentale."

Parmi les travaux en cours, notons celui des chercheuses Karen Messing et Nicole Vézina. Elles décrivent les exigences physiques et techniques du travail par des études ergonomiques menées dans quatre milieux différents: celui des caissières, des couturières, de l'entretien ménager et des abattoirs. Leur projet de recherche s'intitule *Exigences des emplois traditionnellement féminins*. Par ailleurs, Louise Vandelac, Suzanne Garon et Karen Messing étudient les stratégies de conciliation du travail professionnel et domestique.

Identifier les représentations inexactes

Ce volet regroupe des projets qui ont pour but d'identifier les représentations inexactes des capacités et des caractéristiques physiques, mentales et émotionnelles du travail des femmes. Karen Messing, Nicole Vézina, Lucie Dumais et Donna Mergler s'attaquent aux obstacles sociaux et physiques à l'intégration des femmes dans les emplois non-traditionnels. Une autre équipe se préoccupe des préjugés voulant que les problèmes de santé mentale des femmes soient attribuables à leur "susceptibilité". Elles croient qu'ils peuvent être dus à certaines conditions de travail, à une mauvaise organisation du travail et à l'exposition à des produits chimiques.



Certaines études démontrent que la posture debout des caissières des supermarchés, provoque à la longue des problèmes de santé.

La formation en études féministes: multidisciplinaire et innovatrice

L'Université du Québec à Montréal a été la première université québécoise à offrir, dès 1972, des enseignements sur les femmes, le féminisme et les rapports sociaux de sexe. Le premier cours s'intitulait **Histoire de la condition féminine**. Il a été dispensé en "team teaching" par une vingtaine d'enseignantes et d'enseignants à plus de 200 personnes. D'emblée, les études féministes ont donc été marquées par l'interdisciplinarité et par l'innovation pédagogique. Créé en 1976, le Groupe interdisciplinaire d'enseignement et de recherche féministes (GIERF) a opté dès le départ, pour la création d'un champ d'études interdisciplinaires. L'essor, la diversification et la consolidation des études féministes, combinées à la pression des étudiantes, étudiants et des professeures, professeurs pour améliorer la qualité de la formation, ont conduit à la création de deux concentrations : une au premier cycle, et une autre au deuxième cycle.



La coordonnatrice des études à l'IREF, Mme Micheline de Sève.

Au premier cycle Un cheminement cohérent et progressif

Les étudiants qui souhaitent obtenir une formation de base en études féministes peuvent le faire, par le biais d'une concentration, tout en poursuivant leurs études régulières de baccalauréat. Offerte depuis l'automne 1990, la concentration de premier cycle en études féministes permet d'acquérir des connaissances théoriques et appliquées sur les femmes, le féminisme et les rapports sociaux de sexe. En plus d'ouvrir à une spécialisation, cette formation amène l'étudiant à développer des habiletés à trois niveaux: théorique, méthodologique et épistémologique.

Un champ d'étude pas comme les autres

"Il s'agit d'un champ d'étude particulier, affirme la coordonnatrice des études à l'Institut de recherches et d'études fé-

ministes (IREF), Mme Micheline de Sève. En effet, il traverse toutes les disciplines." Aussi, la concentration est accessible à toutes celles et ceux qui sont admis à un programme de baccalauréat, peu importe le secteur. Toutefois, avant de s'inscrire, on doit avoir réussi dix cours du programme auquel on est admis. Une attestation d'études est remise lorsque la formation est complétée.

La concentration compte six cours (18 crédits), dont deux sont obligatoires. Le premier, qui doit être suivi au début, est un cours de méthode. Une façon de s'initier aux étapes essentielles d'élaboration et de réalisation d'un travail de recherche. L'étudiant se familiarise avec les principales sources documentaires en présentant des faits et des données statistiques concernant la réalité contemporaine des femmes et des rapports de sexe, notamment au Québec. Le second, offert à la fin de la concentration, est donné en "team teaching" et fait la synthèse des connaissances et des habiletés acquises. On met l'accent sur l'interdisciplinarité et sur son apport aux études féministes.

Un contenu marqué par l'interdisciplinarité

Quatre autres cours complètent la formation. Un cours de base et trois cours choisis dans le champ des études féministes. Par exemple, *Biologie et condition féminine* analyse les fondements des arguments scientifiques utilisés dans la discrimination sexuelle; *Femme et langage* donne une vue d'ensemble des particularités du langage des femmes; *Le droit et les femmes* traite de la famille,

de la maternité, des biens, du travail, de la sécurité du revenu, mais à partir des conditions particulières qui affectent les droits et les obligations des femmes; *Les femmes et la politique* étudie les principaux moments de la lutte des femmes pour accéder au droit de vote et à l'égalité des droits politiques et sociaux; *Les femmes et les médias* analyse la situation des femmes dans les médias: radio, télévision, cinéma, publicité, journaux et revues. Bref, on puise à même une banque d'environ quarante cours.

Dix finissantes en 1992-1993

Dix étudiantes ont complété la concentration de premier cycle en études féministes au cours de l'année 1992-1993. Pendant cette même année, trente-deux cours ont été proposés, dont trois à l'été 1992, quatorze à l'automne 1992 et quinze à l'hiver 1993. La plupart de ces cours ont été offerts conjointement avec divers programmes de premier cycle de l'un ou l'autre secteur de l'UQAM. Selon Mme de Sève plus de 1 000 étudiants s'inscrivent chaque année à des cours d'études féministes.

Par ailleurs, on peut être intéressé par les études féministes sans pour autant s'inscrire à la concentration. Les cours de l'IREF sont ouverts non seulement aux personnes admises dans la concentration, mais à celles de tous les programmes ainsi qu'aux étudiants libres. On peut ainsi suivre un, deux ou plusieurs cours, en tenant compte de ses intérêts.

Concentration de premier cycle en études féministes



La formation en études féministes: multidisciplinaire et innovatrice

Les études féministes au deuxième cycle Le projet de concentration se concrétise

Cet automne, une concentration de deuxième cycle en études féministes ouvre ses portes à toutes celles et ceux qui veulent poursuivre leur cheminement et approfondir leurs connaissances dans le champ des études féministes.

«Même si depuis des années, des étudiantes s'inscrivent dans les divers cours en études féministes offerts à la maîtrise et choisissent de rédiger leur mémoire sur un sujet relié à l'étude des rapports hommes-femmes ou qui s'inscrit dans le cadre d'une approche féministe, aucun séminaire multidisciplinaire n'était offert pour rencontrer les besoins spécifiques de cette clientèle de deuxième cycle, soutient la coordonnatrice des études, Mme Micheline de Sève. Les personnes qui poursuivaient leur formation étaient très souvent isolées, faute de pouvoir échanger avec d'autres étudiantes de même niveau. Il devenait donc crucial de leur fournir un milieu intellectuel propice à leur épanouissement et une formation mieux adaptée à leurs besoins.» Mme de Sève est donc ravie de voir le projet se concrétiser.

Objectifs pédagogiques

Avec l'implantation de cette concentration de deuxième cycle en études féministes, plusieurs objectifs sont visés: favoriser la spécialisation en études féministes à l'intérieur des programmes de maîtrise spécifiques; favoriser le développement d'une réflexion théorique et l'utilisation d'approches féministes dans les projets de recherche de deuxième cycle; offrir une formation multidisciplinaire en études féministes; coordonner et multiplier les ressources disponibles pour l'encadrement de la clientèle étudiante de deuxième cycle en études féministes; favoriser le regroupement et les échanges entre les personnes inscrites à la concentration dans le cadre des activités pédagogiques proposées ou à travers divers mécanismes d'accueil et de concertation et finalement, consolider le bassin de ressources en études féministes.

Conditions d'inscription

Pour s'inscrire, on doit d'abord être admis à un programme de maîtrise avec mémoire de l'UQAM ou d'une autre institution du réseau des Universités du Québec. L'attestation de la concentration de premier cycle en études féministes ou une formation jugée équivalente constitue les normes d'admission de base. Dans le cas où la formation de premier cycle serait insuffisante, des cours d'appoint seront exigés.

Cheminement et gestion

La concentration équivaut à neuf crédits. Elle comprend un séminaire multidisciplinaire obligatoire en études féministes, un autre, choisi dans le cadre du programme auquel on est inscrit, mais spécialisé en études féministes

et une troisième activité qui peut être, par exemple, un séminaire thématique, une activité dirigée ou de synthèse lorsque le contenu relève des études féministes.

La coordonnatrice des études à l'IREF est responsable de la gestion de la concentration et assure la liaison avec les directions de programmes concernés. Elle est assistée d'un sous-comité de gestion paritaire professeurs-étudiantes et d'un sous-comité formé de professeurs.

Mme de Sève précise qu'il est de la compétence exclusive de chaque direction de programme de recommander ou non l'attribution du diplôme de maîtrise dans sa discipline. «Cependant, ajoutez-

elle, la recommandation d'attribuer une attestation de deuxième cycle en études féministes relève de la compétence exclusive de la direction en études féministes.

«L'UQAM vient de faire un bon coup, conclut-elle, avec enthousiasme. En plus de garantir aux étudiantes un meilleur encadrement et un milieu intellectuel stimulant, la concentration de deuxième cycle en études féministes favorise l'interaction avec les différentes disciplines et assure une plus grande visibilité à ce champ d'étude.»

Études sur les femmes Une documentation accessible et variée

Le centre de documentation en études sur les femmes a de quoi satisfaire autant les chercheurs que les étudiants qui s'intéressent aux multiples aspects des études sur les femmes, les rapports de sexe et le féminisme. Monographies, revues et documents divers sont répertoriés de façon à répondre aux besoins de la clientèle. Mme Catherine Passerieux, bibliothécaire et membre de l'IREF, en assure la coordination.

Le centre de documentation a été aménagé au cours de l'hiver 1991, à la suite d'une entente intervenue entre le service des bibliothèques et l'IREF. Le centre de documentation en sciences humaines acceptait de rapatrier les collections accumulées par le GIERF et l'IREF au cours des dernières années; de son côté, l'IREF affectait un budget spécial pour classer et répertorier ces documents. Résultat: la documentation en études féministes est maintenant disponible cinq jours par semaine de 9 h à 17 h, au troisième étage du pavillon Hubert-Aquin, local A-3050.

Les collections continuent de s'accroître

«On trouve de tout, affirme Mme Passerieux. Des livres, des bulletins et même des dossiers thématiques hérités de *La vie en rose*.» La base de données CITATION contient environ 5 000 références d'articles, de chapitres de livres, surtout pour les années 1991 à 1993. Au-delà de 1 500 publications gouvernementales sur les femmes peuvent être empruntées. En provenance du Québec, mais aussi de toutes les provinces ca-

nadiennes, du gouvernement fédéral et de divers pays et organismes internationaux. De plus, les dons des membres de l'IREF permettent de constituer un fonds riche en documentation hors circuit commercial. Il faut souligner que la bibliothèque centrale détient, elle aussi, une importante collection qui complète bien celle du centre de documentation. Elle abrite pas moins de 20 000 monographies et 250 titres de périodiques.



Mme Catherine Passerieux, bibliothécaire et membre de l'IREF.

Le protocole UQAM/Relais-femmes

En vigueur depuis 1982, le protocole UQAM/Relais-femmes permet aux regroupements de femmes du Québec un accès privilégié aux ressources universitaires. En vertu de cette entente, Relais-femmes obtient pour ses groupes membres des services de formation, de recherche, ou de consultation adaptés à leurs besoins particuliers. Depuis sa création, le protocole a permis la réalisation de plus de cinq cents activités, privilégiant, le plus souvent, une concertation entre les partenaires représentant des groupes de femmes et des membres du corps professoral ou professionnel.

Mme Lyne Kurtzman,
coordonnatrice
du protocole
UQAM/Relais-femmes.



Universitaires et groupes de femmes: une collaboration fructueuse entre partenaires autonomes

«Le protocole, estime la coordonnatrice Lyne Kurtzman, c'est un lieu de concertation et d'harmonisation des besoins des groupes de femmes avec ceux des universités. On reçoit des demandes de divers groupes membres de Relais-femmes, on analyse les besoins et on tente de recruter une ressource universitaire compétente par rapport à la thématique à étudier. Le groupe demandeur participe toujours à la définition des orientations et des objectifs du projet de recherche. Il prend part aux discussions, à l'analyse des résultats et influence son mode de diffusion. Bref, il existe une interaction jusqu'à la fin. Par la suite, le groupe s'approprie les résultats et les utilise. Lorsqu'un groupe s'adresse à nous, précise Mme Kurtzman, il est souvent déjà engagé dans la recherche. Ce qu'il vient chercher, c'est un support universitaire.»

Selon Mme Kurtzman, la recherche-action constitue un défi permanent et exige beaucoup de souplesse de la part des universitaires. «Les chercheurs doivent accepter deux choses, dit-elle. Premièrement, le groupe a un savoir

d'expérience différent du leur; deuxièmement, ils doivent prendre le temps d'expliquer les concepts plus théoriques qu'ils entendent privilégier au cours de la démarche.»

La plupart des recherches entreprises dans le cadre du protocole sont publiées chez des éditeurs reconnus et connaissent une diffusion qui va bien au-delà des cercles universitaires. Notons, par exemple, *De travail et d'espoir*, publié aux éditions Remue-ménage à la suite du forum célébrant le 50e anniversaire du droit de vote des Québécoises. Cet ouvrage trace le bilan des actions réalisées par les groupes de femmes lors des dernières décennies. *Septième art et discrimination: le cas des réalisatrices*, publié chez VLB en avril 1992, révèle le cheminement tortueux des femmes dans une profession où elles sont difficilement acceptées. *Femmes en mouvement. Trajectoires de l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFÉAS) 1966-1991*, décrit certains projets et cheminements propres à l'une des principales organisations féminines

du Québec. De plus, *Les femmes qui ont bâti Montréal* renferme 320 chroniques sur des femmes qui, depuis 1642, ont apporté une contribution particulière à la vie montréalaise. Ces chroniques rassemblées par Lyne Kurtzman, Évelyne Tardy, Francine Descarries et Maryse Darsigny ont été soumises aux Éditions Remue-ménage, en vue d'une publication.

La formation sur mesure

Le protocole répond aussi aux demandes de formation qui lui sont adressées. La plupart du temps, le contenu du cours n'existe pas. Le plan est élaboré en fonction des besoins spécifiques. Les professeurs peuvent être dégrevés pour dispenser une charge de cours, non créditée, d'une durée habituelle de 45 heures. Parmi les formations qui ont été assumées dans le cadre du protocole, notons: *La question nationale chez les femmes du Québec*, dispensée par Évelyne Tardy et demandée par la Fédération des femmes du Québec et *L'organisation communautaire chez les femmes de la nation Atikamek*, par Nancy Guberman, à la demande de l'Association des femmes autochtones du Québec. «Les besoins sont multiples, ajoute Mme Kurtzman. Tantôt, on consulte sur la façon de formuler un sondage ou d'organiser une conférence de presse. Parfois on demande un avis juridique.»

Si la signature du protocole a eu lieu en 1982, déjà en 1978 un comité était formé à l'UQAM pour repérer les besoins des groupes et sonder leur intérêt face à la création d'un lieu de jonction. C'est également en 1978, dans le but de s'offrir des services de recherche, de formation, de consultation et de documentation, que des militantes de plusieurs regroupements ont jeté les bases de Relais-

femmes. Aujourd'hui, 35 groupes sont membres de cet organisme sans but lucratif qui se voue prioritairement à la recherche-action et à la formation sur mesure.

Ce n'est pas par hasard que le protocole loge au service aux collectivités. C'est là, en effet, que transite l'ensemble des demandes des organismes qui participent aux débats sociaux. Selon Mme Kurtzman, les groupes populaires ont toujours craint d'être récupérés par la structure universitaire. «Bon nombre d'entre eux, dit-elle, expérimentent de nouvelles valeurs. Les rapports au pouvoir sont différents. On parle, par exemple, de coordonnatrice et non de directrice. Or, la structure même du service aux collectivités favorise ce type d'approche.»

Le protocole: un modèle à imiter

Le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH) a d'ailleurs cité en exemple le protocole UQAM/Relais-femmes. Dans une étude publiée en 1992, on peut lire: «Le Conseil, en collaboration avec le Secrétariat d'État, devrait encourager et publiciser les structures dans les universités et dans la communauté qui facilitent les contacts académiques et communautaires, qui assurent le développement de recherches basées sur les besoins des femmes, qui développent des relations de collaboration et de partenariat entre les chercheuses universitaires et les utilisatrices des recherches dans les groupes de femmes qui offrent un support institutionnel pour ce faire. Un bon modèle serait le service aux collectivités et le protocole UQAM/Relais-femmes.»



Le protocole UQAM/Relais-femmes était l'un des acteurs lors du Forum célébrant le 50e anniversaire du droit de vote des Québécoises, en avril 1990. Plus de 5 000 femmes avaient assisté à un spectacle à l'aréna Maurice Richard et au-delà de 3 500 avaient participé aux activités qui se déroulaient à l'UQAM.